

parle M. Louis Veullot. L'Ordre et le Pays, ont affirmé en termes assez énergiques, que les bonapartistes s'uniraient aux républicains et voteraient avec l'opposition, plutôt que de permettre la restauration royale. Il semble donc plus logique de compter avec son hôte et de prendre les bonapartistes pour ce qu'ils sont de leur propre aveu.

Il est évident que les bonapartistes doivent préférer le maintien de la République et du *statu quo*, qui leur laissent une lueur d'espoir, à la monarchie qui fermerait indéfiniment la porte de l'Empire. Dès lors, on ne voit pas comment la Droite dont la majorité est déjà si faible, même avec l'adhésion des bonapartistes pourra se passer de ces derniers et trouver le moyen de faire voter le rétablissement de la royauté. C'est là le grand problème, plein d'incertitude et de menace qui sera résolu à l'ouverture de la session, c'est-à-dire avant deux mois. Qui peut dire ce que réserve à la France cette date redoutable. Le moment décisif qui approche est aussi le moment périlleux.

Le paiement du dernier à-compte de l'indemnité de guerre a dû s'effectuer ces jours derniers. L'évacuation de Verdun, la dernière place qui restait encore occupée par les Prussiens, a dû commencer en même temps. A partir de ce jour la France est libre et délivrée de toute sujétion étrangère. La date de l'achèvement du paiement de l'indemnité coïncide avec celle de la chute de l'Empire et de la bataille de Sedan le 4 septembre 1870. En trois ans la France a fait cette guerre et s'en est relevée.

M. Thiers, à qui l'on doit ce rétablissement prodigieux, et sans exemple dans l'histoire comme les désastres qu'il a réparés, reçoit chaque jour le juste tribut d'hommages des départements qui doivent à sa sagesse et à son habileté de se voir délivrés sitôt de l'oppression prussienne. Des manifestations enthousiastes en faveur de l'ex-président ont lieu tous les jours dans toutes les parties de la France et jusqu'aux Etats-Unis, parmi la colonie française de New-York. Tous les hommes sincères et sans préjugés s'associeront à ce mouvement aussi juste qu'honorable. Sans M. Thiers ces trois années critiques ne se seraient pas écoulées aussi heureusement, et M. de Broglie lui-même, malgré toute son habileté et son adresse, n'aurait pu obtenir ce résultat qui fait l'honneur et la gloire de son auteur. Malheureusement, les passions et l'esprit de parti qui rendent tant d'hommes injustes, empêchent les gouvernants actuels, qui n'ont eu qu'à recueillir le fruit de ses travaux et de son génie, de rendre justice à cet homme d'état, que tous les Broglie et tous les Beulé du monde n'égalent jamais.

ESPAGNE.

Le câble nous a donné peu de nouvelles des Carlistes pendant ces derniers temps. Il s'est livré peu de batailles, et les choses sont dans l'état où elles étaient il y a quinze jours. Ce qui est bien certain, c'est que Don Carlos n'a fait aucun progrès. Or, comme l'a dit avec justesse à ce propos un journal, en guerre civile, lorsqu'on n'avance pas on recule. Il serait regrettable que les Carlistes perdissent pied et renoncassent à leurs projets. Jamais occasion plus favorable n'a été offerte pour le rétablissement de la monarchie en Espagne, et, si Don Carlos laisse échapper celle-là, il peut être assuré qu'il ne retrouvera plus de sitôt la chance de conquérir son royaume. Il semble, pourtant, qu'il serait si facile, dans l'état d'impuissance et de désorganisation où se trouve le gouvernement républicain, à Madrid, de s'emparer de la capitale et de proclamer la monarchie, ou au moins de sortir de la Navarre, où les Carlistes semblent se perdre un peu.

Les insurgés de Carthagène tiennent bon. Ils ont jusqu'ici repoussé avec succès toutes les attaques des troupes du gouvernement. L'amiral Lobos, qui avait voulu les attaquer du côté de la mer, s'est vu obligé de reculer devant le feu des forts, qui l'a forcé de se tenir à une distance respectueuse de la ville. L'amiral, voyant l'inutilité de ses efforts a renoncé à l'attaque et s'est éloigné avec sa flotte du côté de terre. Au contraire, le général Campos a pu s'établir sans trop de difficultés autour de l'enceinte et il devra commencer bientôt à bombarder la ville rebelle. Les intransigeants seront bien forcés de céder. Ils le sentent eux-mêmes du reste, et, à l'instar de leurs modèles de Paris, ils ont annoncé leur détermination de mettre le feu à la ville avant de se rendre.

Ses socialistes de l'Andalousie viennent aussi de se révolter et de déclarer la guerre à la société. Ils se sont constitués en Etat particulier comme leurs émules de Carthagène. Voilà ainsi le gouvernement de Madrid placé entre trois insurrections, une au nord, une à l'est et une au sud.

Pauvre Espagne !

ANGLETERRE.

Le cabinet Gladstone vient de se reconstituer une seconde fois. Le parlement sera convoqué dans le mois de novembre. Le *Globe* de Londres annonce que le gouvernement soumettra, dès l'ouverture de la session, un projet

de loi pour l'abolition de l'*income tax*. M. Gladstone espère parvenir par ce moyen à rétablir dans son ancien éclat sa popularité chancelante. Au cas où les Chambres refuseraient de se prêter à ses désirs et de sanctionner un changement aussi radical que le serait l'abolition de la taxe en question, le premier ministre se propose d'en appeler au peuple, qui ne saurait lui être défavorable à la réforme dont le ministère se fait ainsi le champion.

On serait peut-être porté à douter de l'exactitude de cette rumeur et à croire que M. Gladstone n'osera pas faire une telle démarche et recourir à un tel expédient. Cependant on devra se rappeler que M. Gladstone ne manque nullement de la hardiesse nécessaire en pareil cas. Il est vrai que l'*income tax* est aujourd'hui une institution solidement établie en Angleterre, mais M. Gladstone en a déjà renversé de plus fortes encore, la vente des grades dans l'armée, par exemple.

A. GELINAS.

LA COMMISSION ROYALE.

La commission royale d'enquête s'est réunie jeudi dernier, à Ottawa, bâtiesse du Parlement, dans la chambre du comité des chemins de fer. Il y avait une centaine de personnes présentes y compris Sir John A. Macdonald et les autres ministres qui se trouvaient à Ottawa.

Après la lecture de la commission royale, le nom de l'Hon. M. L. S. Huntington fut appelé comme témoin; mais il ne comparut pas et l'Hon. M. Starnes fut aussitôt entendu.

Après avoir été assermenté, il produisit, à la demande du président, le paquet de documents qui avait été remis entre ses mains par Sir Hugh Allan et M. G. W. McMullen. Il consentit à ce qu'il fut ouvert pourvu que Sir Hugh y consentit légalement.

L'Hon. M. Abbott produisit une autorisation de Sir Hugh, avec cette réserve "qu'il s'objectait à la publication ou à l'usage de tout document qui ne pourrait être cité légalement et judiciairement dans la cause."

Il paraît que le paquet contenait trois enveloppes, dont l'une est adressée à Sir Hugh Allan, la seconde à M. Starnes lui-même et la troisième à M. McMullen. Ce consentement de Sir Hugh et de M. Starnes étant donné, celui-ci dit qu'il n'avait aucune objection en ce qui regarde l'ouverture de l'enveloppe de McMullen.

M. Starnes déclara qu'il n'avait aucune connaissance personnelle des négociations qui ont eu lieu entre MM. Allan et McMullen.

Il a fait partie du comité de l'élection de Montréal-Est, en a été nommé trésorier; il sait que des souscriptions ont été faites; que Sir George lui a dit que Sir Hugh contribuerait libéralement; qu'il ne sait pas le montant exact fourni par celui-ci; que la somme entière qu'il a reçue s'élevait probablement à \$60,000 ou \$70,000; qu'elle fut déposée à la Banque Métropolitaine et payée par chèques payable au porteur.

Il se rappelle avoir signé quelques reçus. Celui qui a paru sur les journaux a été signé par inadvertance et il ne sait rien des lettres auxquelles il réfère comme venant de Sir G. E. Cartier.

Il paraît que l'argent souscrit a été employé en partie à faire les élections ailleurs qu'à Montréal.

Le second témoin fut Sir Francis Hincks qui, à la demande du président, fit au long l'histoire des négociations qui ont eu lieu entre le gouvernement, Sir Hugh Allan et les Américains par l'entremise de M. McMullen.

Il dit qu'il n'avait eu connaissance d'aucune intention entre le gouvernement et Sir Hugh Allan d'après laquelle de grandes sommes d'argent auraient été données aux ministres et à leurs amis, à la condition que Sir Hugh Allan et ses amis obtiendraient le contrat. Il sait que de fortes sommes ont été souscrites pour les élections dernières et en particulier pour l'élection de Montréal-Est, et que Sir Hugh a été l'un des souscripteurs.

Le témoin suivant fut M. Andrew Allan qui déclara n'avoir jamais rien su des négociations du Pacifique que par les journaux.

Puis M. E. L. de Bellefeuille fut assermenté et dit qu'il ne savait rien des négociations de Sir Hugh avec McMullen et les Américains. Il sait que Sir Hugh a souscrit aux élections; mais il ignore le montant.

Question.—A qui cet argent a-t-il été payé ?
(Objection faite par le témoin mais rejetée.)

Réponse.—Je n'ai eu connaissance que du paiement d'une somme d'argent et seulement d'une personne qui l'a reçue. C'est Louis Beaubien, M. P., pour Hochelaga. Elle lui a été payée pour ses fins électorales. Je n'ai eu connaissance d'aucune souscription à l'élection de M. Cartier et je ne faisais point partie du comité.

Question.—Savez-vous quelle somme a été payée à M. Beaubien pour son élection.

Réponse.—Il reçut de Sir Hugh Allan un chèque pour \$7,000. Il a été payé en septembre après les élections. C'était pour solder les frais d'élection, et M. Beaubien donna son billet.

Je ne sais pas si quelqu'argent a été avancé à la demande des ministres. Je crois avoir été le seul à demander à Sir Hugh d'aider M. Beaubien. Je n'ai pas de documents qui puissent jeter quelque lumière sur ces transactions.

M. de Bellefeuille dit que depuis trois ans, Sir Hugh est président et M. Beaubien vice-président de la Cie. du chemin de colonisation; ils sont de grands amis et c'est peut-être en considération de cette amitié que Sir Hugh lui a payé ses frais d'élection.

La liste des témoins assignés étant épuisée, l'enquête fut ajournée à vendredi midi.

Vendredi et samedi l'enquête fut continuée et les témoins suivants furent entendus: M. Victor Hudon, M. Beaubien, représentant du comté d'Hochelaga, Sir Francis Hincks, l'hon. M. Macpherson, et M. Bethune, de la Compagnie du Télégraphe de Montréal. M. Beaubien a

reconnu avoir eu un prêt d'argent de \$7,000 de Sir Hugh Allan aux dernières élections, mais il dit que ce prêt lui a été fait par amitié et à cause de leurs relations au sujet du Chemin de Colonisation du Nord. Il dit qu'une somme de \$1,000 a été prêtée par Sir Hugh à un autre candidat conservateur.

Les autres témoins ne prouvent rien de bien important. L'hon. M. Macpherson dit que les 17-20 des fonds pour le Pacifique devaient être fournis par les Américains, qu'il a refusé de faire partie de la Compagnie parce qu'elle renfermait trop d'Américains.

Les autres témoins ne disent rien d'important.

NOUVELLES GÉNÉRALES.

Des nominations et promotions viennent d'être faites à la Douane de Québec.

M. Alfred Langevin succède à M. Balzavetti, et M. Wheeler à M. Langevin. M. E. Panet LaRue, notaire, est nommé assistant *Tide Surveyor*, et M. Henry Challoner, commis de bureau. M. Edward O'Brien devient préposé au débarquement à la place de M. Isidore Belleau qui passe gardien de l'entrepôt, M. Métivier prenant sa retraite. M. Huot, frère du maître de poste, obtient l'emploi rempli précédemment par O'Brien.

Notons pour mémoire que MM. J. B. Dion et L. Samson sont nommés à la charge de porte-clefs.

LA DERNIÈRE TEMPÊTE.—Une dépêche datée des Iles de la Magdeleine, le 29 août, dit ce qui suit:

Une violente tempête a sévi ici, le 27; 50 bâtiments américains et anglais, ont fait naufrage ici. Les matériaux pour le phare de Entry-Island sont supposés perdus dans la tempête.

Une autre dépêche datée de Charlottetown, I. P. E., le 30 août contient ce qui suit:

La tempête a été la plus destructive, pour la vie et la propriété, qu'on ait éprouvée depuis bien des années. Les récoltes sont à moitié détruites et la destruction des bateaux de pêche est sans précédent. Les désastres maritimes sont nombreux sur la côte nord et il y a eu de grandes pertes de vie. Six bâtiments se sont totalement perdus sur le côté nord, et les équipages de deux de ces bâtiments ont péri. Quatre goélettes de pêche américaines ont aussi fait naufrage et les équipages se sont tous noyés. On trouve à tout instant, sur le rivage, des cadavres, du matériel du naufrage, des fragments de quai, de pont et de bâtisse.

On lit dans un journal de Brantford, Haut-Canada:

Un individu s'est présenté devant le grand constable Ferrings, il y a quelque temps et dit qu'il avait des aveux importants à faire. Il déclara qu'il avait tué quelque temps auparavant un nommé Cringle qu'on croyait être mort naturellement, et qu'une femme l'avait aidé à commettre ce meurtre; qu'il avait voulu venger son père d'une injure que lui avait faite Cringle.

On rapporte qu'une effroyable tragédie a eu lieu dernièrement au village du Désert, sur la Gatineau. Il paraît que plusieurs Indiens, qui avaient assisté à des régates, au village, s'étaient enivrés outre mesure. L'un d'eux, nommé Thos. Kaponachim, devint furieux. Son père, qui était aussi sous l'influence de la boisson, lui commanda de faire la paix et de se retirer. Thomas refusa et le vieillard se mit à le frapper avec une rame. Le jeune homme renversa aussitôt son père et lui donna plusieurs coups sur la tête. Quand le vieillard fut relevé, il était mort. Un examen *post mortem* fut immédiatement fait et l'on constata que le sang avait reflué vers le cerveau. Malgré cela, le meurtrier resta en liberté deux jours avant qu'un mandat fut émané pour son arrestation. Quand il entendit parler que les officiers de la justice étaient à sa poursuite, il s'enfuit dans les bois et aux dernières nouvelles, il était encore au large.

VARIÉTÉS.

La causticité de M. de Talleyrand n'épargnait pas ceux qui avaient le don de lui déplaire. Maret, duc de Bassano, était le premier entre ceux-ci, et cette inimitié faisait dire, un jour, à M. de Talleyrand:

—Je ne connais qu'une personne, plus bête que M. Maret.

—Laquelle donc ? lui demanda-t-on.

—C'est le duc de Bassano.

On conseillait à un père d'attendre que son fils fût plus sage pour le marier.

—Votre conseil, répondit-il, ne peut pas être suivi; car, si mon fils devient sage, il ne se mariera point.

On reprochait à une demoiselle de consentir à épouser un original.

—Je l'épouse, dit-elle, parce que j'espère qu'il sera bon mari par singularité.

Un habile médecin fut appelé auprès d'une malade imaginaire. Il l'interrogea; elle lui avoua qu'elle mangeait, buvait et dormait bien, et qu'elle avait tous les signes d'une santé parfaite.

—Eh bien, lui dit le médecin, laissez-moi faire, je vous donnerai un remède qui vous ôtera tout cela.

Une veuve jouait le désespoir et versait des torrents de larmes. Son laquais lui dit:

—Prenez garde, madame ! Dieu a appelé votre mari à lui; si vous résistez à sa volonté, pour vous punir, Dieu vous le rendra.

La veuve cessa de pleurer.

Les annonces de naissance, mariage ou décès seront publiées dans ce journal à raison d'un écu chaque.

DÉCÈS.

A St. Roch de Richelieu, le 29 août dernier, à l'âge de 77 ans, Joseph-Oscar-Rodrigue, enfant de M. J.-B. Paquette, marchand.